



**Communiqué  
Diffusion immédiate**

*Budget Leitão 2018-2019*

## **En éducation, le gouvernement Couillard continue d'avancer vers l'arrière!**

**Québec, 27 mars 2018** – Malgré les 133 millions supplémentaires consentis par le gouvernement de Philippe Couillard au réseau des commissions scolaires pour l'année 2018-2019, ce n'est qu'en 2021-2022 que le gouvernement du Québec aura remboursé la totalité des sommes dont il a privé les élèves qui fréquentent les écoles publiques depuis 2010. Afin que cette situation ne se reproduise plus jamais au Québec, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) exige, à six mois des élections, que tous les partis politiques s'engagent formellement à garantir aux écoles publiques, par voie législative, un financement régulier, continu, stable et prévisible. Il en va de l'avenir des élèves du Québec, jeunes et adultes, qui fréquentent l'école publique.

« Nous sommes dans une logique de remboursement ou de rattrapage et non dans une logique de réinvestissement, précise Sylvain Mallette, président de la FAE. Le gouvernement de Philippe Couillard a beau dépenser des millions de dollars en publicités gouvernementales, ce budget démontre qu'en matière d'éducation, il fait avancer le Québec vers l'arrière. Entre 2010 et 2016, c'est 1,5 milliard de compressions qu'a subies l'école publique. Or, au rythme où le gouvernement rembourse cette dette, ce ne sera qu'en 2021-2022 que le budget du réseau des écoles publiques québécoises équivalra à celui de 2010, soit 11 ans après le début des compressions imposées au réseau. C'est donc une cohorte entière d'élèves qui a été sacrifiée sur l'autel de l'austérité. Tout compte fait, les élèves qui sont entrés au préscolaire en 2010 n'auront connu que des compressions durant tout leur parcours scolaire », souligne M. Mallette, d'après une étude effectuée par l'économiste Jean-Michel Cousineau pour la FAE. « Pourtant, durant la même période, le gouvernement a enrichi le Fonds des générations de 9,4 milliards de dollars », ajoute-t-il.

En effet, selon étude de M. Cousineau, on ne parle pas d'une évolution des dépenses en dents de scie, mais bien d'un déclin systématique des dépenses suivi d'une remontée abrupte. Or, le déclin des investissements en éducation correspond à la politique d'austérité imposée par le gouvernement libéral, alors que la remontée correspond à la période préélectorale. Dans son étude, l'économiste en arrive à la conclusion que les dépenses consacrées au réseau des commissions scolaires ont été très volatiles sur l'ensemble de la période 2010-2018.

### **Donner à l'école publique les moyens d'assumer sa mission**

L'éducation devrait constituer un objectif prioritaire et national, peu importe le gouvernement élu. La FAE demande donc au gouvernement en place, mais aussi à tous les partis politiques

qui aspirent à gouverner le Québec, de s'engager formellement à garantir aux écoles publiques, par voie législative, un financement régulier, continu, stable et prévisible. Pour la FAE, cet engagement constitue le seul moyen pour donner à l'école publique les moyens d'assumer pleinement sa mission qui consiste à accueillir tous les élèves et à répondre à leurs besoins.

« Pour la FAE, les partis politiques ne peuvent se contenter d'augmenter le budget accordé au réseau des écoles publiques d'un pourcentage correspondant aux coûts du système, qui devrait s'élever, pour l'année 2018-2019, à 4,3 %. Ce pourcentage permet uniquement de maintenir le même niveau de services d'une année à l'autre. À cet effet, il importe de rappeler que depuis l'arrivée au pouvoir de Philippe Couillard, la hausse annuelle moyenne du budget de l'éducation et de l'enseignement supérieur a été de 1,56 %. Cela continue de se traduire par un manque de ressources et de services, ce qui contribue à alourdir le travail du personnel enseignant et à détériorer leurs conditions de travail, mais aussi les conditions d'apprentissages des élèves, jeunes et adultes », illustre M. Mallette.

### **Financement public des écoles privées**

Malgré un sondage datant de janvier 2018 qui indiquait que près de 75 % des Québécoises et Québécois aimeraient voir l'État retirer son financement destiné à l'école privée, le gouvernement persiste et signe. En effet, les quelque 180 établissements d'enseignement privés qui profitent des fonds publics verront leur financement augmenter de 3,8 % pour atteindre, en 2018-2019, plus de 512 852,6 millions de dollars.

### **Manifestation Édu-Choco**

Par ailleurs, près d'une centaine d'enseignantes et enseignants ont profité du dépôt du budget Leitão d'aujourd'hui pour manifester leur mécontentement devant les choix budgétaires du gouvernement, à l'extérieur du Centre des congrès de Québec. Les représentants de la FAE au huis clos budgétaire en ont aussi profité pour « vendre » des tablettes de chocolat aux personnes et groupes présents pour rappeler que le sous-financement chronique des écoles publiques nuit à l'avenir de nos enfants.

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent plus de 34 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que les 900 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Marie-Josée Nantel, conseillère aux relations médias, au 514 603-2290 ou à [mj.nantel@lafae.qc.ca](mailto:mj.nantel@lafae.qc.ca)